

RÉUSSIR CONCRÈTEMENT LE COMMUNISME

A la veille de notre congrès, nous sommes face à un choix décisif. Poursuivre ou changer radicalement de braquet. Revendiquer une petite place dans la gauche ou nous donner les moyens d'être le moteur d'une transformation concrète.

Nos échecs successifs nous ont placés à la marge de la scène politique, nos ambitions ont décliné au rythme de nos scores électoraux. Le doute a gagné à tel point nos rangs que nous nous sommes habitués à jouer un rôle mineur, à accepter d'être maltraités, parfois humiliés, y compris par ceux que nous soutenions aux élections.

Sans cap, nombre de nos élu-e-s se sentent isolés, abandonnés à leur sort. Cette situation, il faut la changer. On ne doit plus reculer et se cacher dans le coin du ring. Et nous ne pouvons pas courir le risque d'une ultime synthèse qui, pour satisfaire des courants internes, laisserait les militants totalement démunis. Nous devons avoir le courage de trancher les questions dans le vif pour réussir, sous peine de passer du masque respiratoire du Parti socialiste à celui de la France Insoumise.

Le communisme, une solution pour le présent

Il nous faut d'abord prendre conscience que le communisme, au delà de toute incantation, peut être une solution pour le présent si nous nous en donnons les moyens. Pas une simple « visée » mais une construction concrète.

Les risques insensés que le capitalisme fait désormais courir à l'humanité -catastrophes écologiques, explosions des inégalités, crises migratoires, crises financières, menace d'une guerre nucléaire - sont dans toutes les têtes. Les esprits sont prêts à entendre, à comprendre qu'il faut dépasser la juste revendication d'un meilleur partage des richesses pour changer la production elle-même, la manière d'organiser le travail et la vie en société.

Nous ne partons pas de rien. Les communistes et les syndicalistes de la CGT dès la sortie de la guerre ont semé les germes d'un communisme naissant avec le régime général de la sécurité sociale, le statut de la fonction publique, le salaire à la qualification, la production de soins sans appel au capital... Le modèle social français doit à ces militants communistes et syndicaux l'essentiel de sa dimension révolutionnaire. Ce *déjà-là* communiste, il s'agit de l'explicitier et de le faire grandir. De poursuivre le geste en l'amplifiant.

Le travail, une clé révolutionnaire

Au cœur de cette construction, nous mettons la question du travail, en ce qu'elle implique l'essentiel de la vie en commun. De la production de la valeur à sa répartition en passant par la position et le statut social du producteur. Si nous partons du travail et de la production c'est parce leur transformation modifie en chaîne toute la vie sociale. C'est une clé révolutionnaire et c'est là que nous proposons de porter le fer en premier car c'est en libérant le travail de la domination du capital que nous pouvons affronter efficacement les autres dominations, sexistes ou racistes, assumer le défi écologique, sortir la laïcité de son dévoiement actuel.

Les laudateurs de la démocratie ne s'émeuvent guère de voir celle-ci s'arrêter pile à la porte de l'entreprise. Leur proposition serait donc que le salarié passe le tiers de sa vie comme un sous-citoyen, infantilisé par un patronat qui l'exploite. Nous contestons radicalement cette vision de

l'Homme et du monde. En gagnant le droit de voter, nous sommes devenus *majeurs politiquement* ; il reste une conquête essentielle à réaliser : devenir *majeurs économiquement*.

Nous devons d'abord cesser de n'appeler *travail* que ce qui mettrait en valeur le capital. Cela vire à l'absurde : si une mère ou un père de famille accompagne ses enfants à l'école, ce n'est pas considéré comme du *travail* mais ça le devient si c'est la nounou qui le fait ! Il nous faut élargir considérablement le champ du travail en l'émancipant de sa pratique capitaliste actuelle. Ce sont les travailleurs qui produisent, c'est eux qui doivent décider de ce qui est produit. Il nous faut également attacher le salaire non plus à l'emploi mais à la personne et donc en faire un salaire à vie. Il s'agit de permettre aux salariés de devenir des citoyens-producteurs, aptes à organiser eux-mêmes toute la production parce qu'ils maîtriseraient l'investissement et seraient enfin ensemble les propriétaires des entreprises. C'est possible et c'est nécessaire pour sortir la société de l'impasse actuelle. Cela implique la réappropriation des centaines de milliards d'euros qui partent dans les poches des actionnaires et des banquiers pour les investir utilement dans le développement des entreprises et des territoires. Et évacuer le chantage à une prétendue raréfaction du travail.

Au cours du 20^{ème} siècle, le Parti et la CGT ont été en mesure d'imposer des institutions communistes majeures : des débuts de propriété d'usage de l'outil de travail par les travailleurs à la place de la propriété lucrative capitaliste et, sur une plus vaste échelle, un salaire à la qualification personnelle à la place du marché du travail. Aujourd'hui, le tiers des plus de 18 ans ont un tel salaire : les fonctionnaires, les salariés à statut, la moitié des retraités dont la pension est proche du salaire, les salariés de branches où le poids syndical a permis un droit à carrière n'ont pas besoin d'aller sur le marché du travail pour être reconnus comme titulaires d'un salaire. Il s'agit d'étendre cette conquête à tous les majeurs résidents sur le territoire national, quel que soit leur passé scolaire ou leur handicap, en attribuant à chacune et chacun à 18 ans le premier niveau de qualification (et le salaire à vie qui lui est lié) et un droit à progresser en passant des épreuves de qualification qui augmenteront son salaire – à vie également.

Le déjà-là de la propriété d'usage de l'outil de travail par les travailleurs compte moins de réalisations, car il suppose des travailleurs volontaires pour décider dans leur entreprise de l'investissement, de ce qui est produit, des marchés à passer avec des fournisseurs et clients, de la composition du collectif de travail, toutes décisions qui leur sont interdites et dont ils ont trop souvent intériorisé l'idée qu'ils en sont incapables. Mais la condition nécessaire de cette propriété d'usage, à savoir l'expropriation des capitalistes et le financement de l'investissement par subvention (de sorte que l'on ne travaille pas pour rembourser une dette et renforcer le pouvoir des prêteurs capitalistes, l'outil étant la propriété patrimoniale non lucrative d'une collectivité publique expression des travailleurs), a été mise en œuvre à grande échelle pour la production d'énergie, de soins, de transports publics, d'éducation. Il s'agit d'étendre à toute la production l'expropriation des capitalistes et la subvention de l'investissement, et d'attribuer à chaque majeur le droit de propriété d'usage de tout outil de travail qu'il aura à utiliser et le droit de délibération dans les caisses d'investissement.

Pour que notre parti soit à la hauteur d'un tel défi, il faut à nouveau former les militants en refondant les Écoles du parti. Nous devons être capables de faire des jeunes des milieux ruraux comme des quartiers populaires urbains, des hommes et des femmes politiques de très haut niveau. Aujourd'hui, la formation est considérée comme un droit des adhérents ; nous pensons qu'elle est

un devoir du Parti envers ses adhérents. Nous souhaitons rouvrir les écoles du Parti autour d'un cursus obligatoire, approfondi et définitivement tourné vers la promotion de cadres d'origine populaire. En rouvrant les écoles du Parti, nous entendons réinscrire au cœur même de nos pratiques militantes le projet communiste d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Au XXème siècle, le PCF a bouleversé l'ordre social qui régissait la vie politique de notre pays en propulsant des ouvriers, des paysans, des petits artisans et des petits commerçants dans des instances de pouvoir jusqu'ici réservées à la bourgeoisie. Si le PCF a été le grand parti de la classe ouvrière, c'est parce que ses cadres et ses dirigeants étaient eux-mêmes issus de la classe ouvrière et que le Parti, grâce à son réseau d'écoles et sa politique de promotion des cadres notamment, a été un formidable outil de valorisation et de promotion sociale des classes populaires. A nous maintenant de reprendre le geste fondateur de nos prédécesseurs et de lui redonner toute son actualité ! Le Parti communiste n'a jamais été un parti de slogans et de mots d'ordre ; il s'est constitué comme un véritable outil d'analyse de la société. Fidèles à notre histoire, nous concevons les nouvelles écoles du Parti comme le lieu privilégié du *détour théorique* indissociable de l'action révolutionnaire. Aussi, les nouvelles écoles doivent se donner comme ambition première l'assimilation critique par tous les militants de l'étude approfondie du capitalisme à travers la grille de lecture marxiste et des principes du mouvement communiste. Nous entendons bien développer la capacité de comprendre de tous les militants qui seront non seulement les destinataires mais surtout les sujets actifs des nouvelles Ecoles du Parti. Alors les communistes seront solidement armés pour remporter des victoires décisives dans la bataille des idées, promouvoir l'actualité du communisme et conquérir l'hégémonie culturelle.

Nous proposons de transformer le parti pour lui réassigner un objectif révolutionnaire. Alors nous pourrons à nouveau peser dans les choix politiques, être respectés dans le rassemblement, retrouver un avenir, la fierté et la dignité que tous les militants communistes, par leur action et leur fidélité, méritent amplement.

Frédéric Durand – Bernard Friot – Pierre Resta – Aurélien Alphon-Layre